



ICÔNE.

Même si elle symbolise la résistance à la tyrannie, Aung San Suu Kyi traîne derrière elle des silences coupables.

La voilà revenue à la case départ, ou à peu près. En prenant le pouvoir le 1^{er} février dernier, les militaires birman ont arrêté Aung San Suu Kyi, en même temps que le président de la République, Wyn Myint, et des dizaines de hauts responsables. À 76 ans, la “Conseillère spéciale de l’État”, c’est-à-dire la cheffe du gouvernement – mariée à un Anglais, il lui était interdit de devenir présidente –, a une nouvelle fois été assignée à résidence. Ce statut a en effet été le sien de 1989 à 2010, entrecoupé par quelques séjours en prison. Face au nouveau pouvoir qui a décrété l’état d’urgence pour un an, des centaines de milliers de Birmans se sont mobilisés au cours d’immenses manifestations qui ont entraîné la mort par balles de plus de sept cent cinquante d’entre eux.

« C’est beaucoup plus violent que ce qu’on a connu par le passé, constate Philippe Hensmans, directeur depuis 1996 de la section belge francophone d’Amnesty International. La junte s’est rendu compte qu’elle avait affaire à une autre génération de militants qui sont connectés à internet, ont des moyens nouveaux d’action, se sont formés. On ne pourra pas les détourner de leurs objectifs aussi facilement. »

MINORITÉS ETHNIQUES

« Cela pourrait dégénérer en guerre civile, admet-il. À plusieurs endroits, du côté de minorités ethniques, on voit des groupes armés. C’est une opportunité pour certaines d’entre elles de faire valoir leur point de vue de manière radicale. La situation n’a en fait jamais été tout à fait calme, il y a toujours eu des soubresauts et une répression très dure de l’armée. La seule façon pour elle de résoudre cette question ethnique a été de réprimer, d’assassiner et de chasser. »

Musulmans, les Rohingyas sont, depuis de nombreuses années, victimes de persécutions de la part de bouddhistes radicaux et de l’armée. Des violences qui se sont amplifiées à partir de fin 2016 et, surtout, de 2017. Leurs villages ont été

rasés, contraignant près de huit cent soixante mille d’entre eux à vivre dans des camps au Bangladesh. « Historiquement, raconte Philippe Hensmans, ils sont toujours considérés comme des Bengalis et n’ont jamais obtenu la nationalité birmane. On a besoin d’ennemis pour fonctionner, c’est le principe de ce type de régime afin de se garantir le soutien d’une partie de la population. »

Le sort tragique de cette minorité musulmane, dont il est interdit de prononcer le nom en Birmanie (rebaptisée Myanmar par la junte en 2010), a provoqué une déflagration d’un autre ordre : Aung San Suu Kyi, devenue une icône en Occident, a en effet toujours refusé de reconnaître ces exactions et, a fortiori, de les condamner. « Plus que de la déception, c’est de la colère », soupire Michel Genet. Au début des années 2000, le nouveau directeur de l’antenne belge de Médecins du Monde a milité au sein du Comité Action Birmanie qui réclamait le boycott de ce pays, déjà dirigé par une junte militaire. Et leur symbole était cette fille, emprisonnée, d’un général héros de l’indépendance birmane, qui avait fondé en 1988 la Ligue nationale pour la démocratie (LND). « Elle était arrivée, au sein de son parti, à rassembler un melting-pot ethnique assez compliqué. À l’époque, il y avait une sorte d’unanimité derrière elle », se souvient-il.

UN LONG SILENCE

« On aurait éventuellement pu comprendre qu’elle doive donner des gages à la junte, consent-il. Mais elle est allée trop loin en défendant ce qui s’apparente à un génocide, y compris devant la Cour internationale de Justice à La Haye en décembre 2019. Quand deux journalistes de Reuters se sont faits condamner, elle n’a pas levé le petit doigt. Et lorsque divers prix Nobel se sont mobilisés pour défendre les Rohingyas, Desmond Tutu, qui l’a appelée, n’a obtenu qu’un long silence. » Philippe Hensmans, qui, lors de sa venue à Louvain-la-Neuve en 2013, était très fier de lui montrer tout ce qui avait été fait pour elle, confirme : « Elle

La Birmanie sous le joug des militaires

AUNG SAN SUU KYI ENCORE UNE FOIS ÉCARTÉE

Michel PAQUOT

En mettant fin à une timide démocratisation du pays, l'armée birmane a de nouveau assigné à résidence Aung San Suu Kyi dont le silence face aux massacres des Rohingyas a fortement écorné l'image en Occident.

a montré à quel point elle était prête à des compromis pour garantir une transition pseudo-démocratique. Mais elle a été rattrapée par la réalité des militaires qui ont pris le goût du pouvoir, de la corruption et de l'argent. »

Face à ce refus de prendre la juste mesure de ce que l'ONU qualifie « d'épuration ethnique », ceux qui l'avaient soutenue sont tombés de haut. Si, par ses statuts, le prix Nobel de la paix décerné en 1991 ne peut lui être retiré, Amnesty International l'a privée de son titre d'ambassadrice de conscience et le Musée de l'Holocauste de Washington est revenu sur le prix décerné pour son combat contre la dictature et en faveur des libertés.

Quant à l'UCLouvain, elle a supprimé la chaire autour du thème "Démocratie, Cultures et Engagement" qui portait son nom. « L'UCL ne se résout pas au silence de celle qui est honorée du titre de doctor honoris causa de notre université [en 1998], et lui a fait part de ses plus vives préoccupations », a d'ailleurs indiqué son recteur, Vincent Blondel, lors de son discours de rentrée en septembre 2017.

« Elle est soutenue par la majorité ethnique qu'elle représente, pas par les minorités, tempère le directeur d'Amnesty International. Et les bonzes, que l'on avait beaucoup vus dans le mouvement révolutionnaire de 2007 qui a conduit au changement, sont bien moins présents aujourd'hui. Même s'il y a eu des prises de position officielles contre le coup d'État. »

VICTOIRES

Mais si Aung San Suu Kyi est déconsidérée à l'extérieur, elle reste très populaire dans son pays, comme le prouvent les larges victoires de son parti aux élections législatives de 2015 puis de 2020. Le LND ayant exclu les musulmans de ses investitures, y compris les députés sortants, le parlement n'en comptait plus aucun, pour la première fois depuis 1948. « Il faut mettre la pression sur les investissements étrangers. Comme ceux de Total, qui reste tout en donnant de l'argent à la société civile, une espèce d'"humanité washing". Mais, de facto, sa présence est un soutien à la junte », observe Michel Genet.

Alors qu'une grande partie de la planète condamne ce

putsch, à l'ONU, la Chine et la Russie bloquent toute résolution contre lui. « Les Nations unies ont quand même pris position, précise Philippe Hensmans. Et Amnesty International a demandé un embargo total sur les ventes d'armes, mais je ne suis pas sûr que cela se fera. Des pressions sont aussi exercées dans la région et des mesures ont été engagées contre des militaires. Et il existe malgré tout des tensions avec la Chine qui a, sur place, des entreprises qui pourraient souffrir de la situation. »

« Qui, sur la question de la pandémie, relève par ailleurs que « le système de santé a été mis à mal par la junte qui a arrêté beaucoup de membres du personnel médical s'étant opposés à elle ». ■

INDICES

CONSERVATEURS.

Cela n'a été annoncé que très discrètement : les autorités religieuses du diocèse d'Avranches (France) viennent de céder la gestion religieuse du Mont-St-Michel à la communauté Saint-Martin, très proche des milieux catholiques identitaires et ultra-conservateurs. Les prêtres en soutane et col romain feront demain partie du paysage et gèreront l'animation spirituelle du lieu.

DÉTESTÉS.

Depuis le début de crise sanitaire, les Américains d'origine asiatique sont souvent considérés comme responsables de la pandémie. Près de 3 800 incidents haineux envers eux ont été recensés en moins d'un an, révèle un rapport de Stop Asian American Pacific Islander (AAPI) Hate.



PLÉTHORIQUE.

Lors de la journée nationale du recensement de la population, les Canadiens doivent remplir un questionnaire concernant notamment leur appartenance religieuse. Pour répondre, ils ont le choix entre pas moins de deux cents confessions différentes.

ÉLUS.

L'UNamur a élu 4 nouveaux doctors honoris causa : Carola Rackete, militante allemande environnementaliste et humanitaire ; Ilham Kadri, à la direction du groupe Solvay ; Sebastiao Salgado, photographe brésilien solidaire des sans-terre ; Gaël Giraud, jésuite et économiste expert en matières financières et énergétiques.